

Paris, le 19 décembre 2006



Communiqué de presse

Six soignants bulgares et palestiniens viennent d'être condamnés à mort en Libye, parce que mis en cause dans la contamination d'enfants par le virus du sida dans un hôpital de Benghazi.

Ces soignants, ainsi que les enfants eux-mêmes et leurs familles, sont au centre d'une affaire politique et d'une nouvelle atteinte aux droits humains les plus élémentaires. Aujourd'hui, alors qu'une récente publication dans *Nature* démontre que les contaminations sont bien antérieures à l'arrivée des soignants en Libye, le gouvernement du Colonel Kadhafi a choisi une bien sanglante manière de lutter contre le sida.

Selon le Pr. Hakima Himmich, administratrice de Sidaction et présidente de l'ALCS au Maroc, il s'agit « *d'une véritable horreur ! Ces personnes sont vraiment les victimes d'une manipulation politique.* ». M. Pierre Bergé, président de Sidaction, ajoute « qu'il s'agit, une fois de plus, d'une lâcheté collective ».

Sidaction dénonce cette parodie de justice. Elle ne peut pas cacher l'incurie de l'Etat libyen à prévenir correctement l'infection à VIH et à prendre en charge convenablement les malades du sida, adultes et enfants, qui vivent en Libye, où moins de la moitié des malades du sida qui en ont besoin ont accès aux traitements antirétroviraux dont on sait pourtant qu'ils prolongeraient leur vie.

Sidaction rappelle que la lutte contre le sida passe obligatoirement par un respect des droits humains fondamentaux, et que parmi ceux-ci figure l'accès à la prévention, aux soins et aux traitements contre le sida. Non seulement la Libye doit libérer au plus vite les soignants bulgares et palestiniens mis en cause, mais elle doit également s'engager à lutter efficacement contre le sida, dans le respect des droits humains, notamment ceux des personnes vivant avec le VIH.

Contact presse :

Francis Gionti 01 53 26 45 64
06 73 21 63 97

f.gionti@sidaction.org
www.sidaction.org